



ASIE/INDE - Appel de l'ONG Christian Solidarity Worldwide : la liberté religieuse, une urgence pour le nouveau gouvernement

New Delhi (Agence Fides) – Le nouveau gouvernement indien doit prendre des mesures afin de garantir la promotion de la liberté de religion pour les différentes communautés de l'Inde : c'est ce que demande, dans un appel envoyé à l'Agence Fides l'ONG Christian Solidarity Worldwide (CSW), engagée au niveau international dans la défense des droits des chrétiens.

L'ONG rappelle que le parti sorti vainqueur des élections générales, le Bharatiya Janata Party (BJP), entretient des liens étroits avec des groupes nationalistes hindous, y compris des groupes très violents tels que le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), qui a souvent attaqué et causé des dommages aux minorités religieuses telles que les musulmans et les chrétiens, considérés comme « étrangers » au tissu social indien.

Au cours de la campagne électorale, le manifeste du BJP a reconnu « la diversité de l'Inde » et promis de travailler afin de réaliser les aspirations les plus profondes du peuple indien. Le manifeste électoral promet de « favoriser la constitution d'un organisme interreligieux permanent ayant une fonction consultative afin de promouvoir l'harmonie et la confiance sous les auspices des responsables religieux ». Le parti a également promis de préserver la culture des minorités.

Face à ces engagements, CSW invite le nouveau gouvernement de Narendra Modi à affronter sérieusement les questions relatives aux droits fondamentaux et en particulier aux droits des minorités religieuses. Comme cela a été déclaré par le forum All India Christian Council, « les premières déclarations de responsables du parti sont peu rassurantes quant au fait que la sécurité et la liberté des chrétiens et autres minorités fassent partie des priorités ». C'est pourquoi CSW exhorte la future administration « à promouvoir activement et à défendre le droit à la liberté de religion des différentes communautés en Inde ». « Nous continuons à soutenir l'application des recommandations contenues dans le rapport 2008, de l'ancien rapporteur spécial de l'ONU pour la liberté de religion, qui demandait d'intensifier les efforts visant à prévenir la violence intercommunautaire ». (PA) (Agence Fides 24/05/2014)